

RD 1005 – Protection contre les
chutes de blocs à Meillerie –
Travaux d'aménagements
paysagers et de déboisement
secteurs A et B

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

2024M0031

Date limite de remise des plis

31/05/2024 à 12 heures

ATTENTION : REMISE DES PLIS PAR VOIE ELECTRONIQUE EXCLUSIVEMENT

1. OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

DEPARTEMENT DE LA HAUTE SAVOIE

DGA Infrastructures et Mobilités - DR. Direction Adjointe Ingénierie

Représentant : M. Martial SADDIER Président du Conseil départemental de la Haute-Savoie

Adresse : BAT. DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

1 RUE DU 30ème R.I.

CS 32444

74041 ANNECY CEDEX

Téléphone : 04.50.33.50.00

Site internet : <http://www.hautesavoie.fr>

■ Description de la prestation :

Cette consultation réalisée dans le cadre de l'aménagement de la RD 1005, en sortie de Meillerie, porte sur :


- **Tranche ferme - Les travaux de renaturation, de création ripisylve, et d'aménagements paysagers de la section B.**
- **Tranche optionnelle 1 : Les travaux de déboisement – défrichement de la section A+B**

Lieu d'exécution : RD1005, à la sortie de Meillerie, en face du merlon pour les travaux d'aménagement paysagers, sur les secteurs A (en montée vers la carrière) et B, au niveau du merlon existant.

Les prestations relèvent de la catégorie 1 au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 sur 31 décembre 1993).

Code CPV	Libellé CPV
45112700-2	Travaux d'aménagement paysager
45112730-1	Travaux d'aménagement paysager de routes et d'autoroutes

■ Caractéristiques principales du contrat :

Objet du contrat	RD 1005 – Protection contre les chutes de blocs à Meillerie – Travaux d'aménagements paysagers et de déboisement secteurs A et B
Acheteur	DEPARTEMENT DE LA HAUTE SAVOIE
Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
Structure	Lot unique - 2 tranches
Lieu d'exécution	RD1005-Secteur A et B - commune de Meillerie en Haute-Savoie
Délai	28 Mois à compter de l'OS de démarrage de la période de préparation
Développement durable	Clause environnementale
 Pénalités de retard	Voir CCAP §8.1 et 8.2 Pénalités
Variation des prix	Révisibles (formule), formule $P(m) = P(0) \times [I(m)/I(0)]$
Nature des prix	Prix unitaires

■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : Impossible de définir des prestations distinctes.

Le contrat est décomposé comme suit :

Type	Objet, délai
Tranche	Tranche ferme - Plantation d'une ripisylve
Tranche	Tranche optionnelle n°1 - Travaux de déboisement Secteur A+B

■ Mesures Particulières en matière de protection de l'environnement

L'attention des candidats est attirée sur les mesures de protection à prendre concernant l'impact des travaux sur l'environnement, notamment au niveau de la protection des eaux, de la sauvegarde de la faune et de la flore, des nuisances vis-à-vis des riverains (bruit, vibrations, poussières etc.) et la remise en état des surfaces d'impact temporaire.








La satisfaction de ces exigences se fait notamment au travers de l'ensemble des dispositions que le candidat mettra en œuvre pour répondre aux exigences du CD74 décrites dans les documents particuliers du marché et le dossier d'enquête publique.

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° et 2° - Petits lots - Code de la commande publique).

■ Déroulé de la procédure et planning indicatif :

	Publication de la consultation	Avril 2024
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat	Mai 2024
	Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs	Juin 2024
	Analyse des offres, négociation, demandes de précisions éventuelles	Juin 2024
	Classement des offres et attribution du contrat	Juin 2024
	Information des candidats non retenus	Juin 2024
	Signature et notification du contrat	Juin 2024

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique à l'adresse suivante : www.hautesavoie.fr - Rubrique Marché publics - Référence de l'avis n°2024M0031.

Les soumissionnaires devront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

L'ensemble des échanges en cours de consultation (demande de précisions...) se fera via la plateforme de dématérialisation. Il appartient à chaque candidat d'indiquer une adresse courriel valide et opérationnelle pour permettre ces échanges.

■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Règlement de la consultation (RC),
- Acte engagement (AE),
- Bordereaux des Prix Unitaires tranche ferme et tranche optionnelle (BPU),
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),

- Détail Quantitatif Estimatif (DQE),
- Plan Général de Coordination SPS (PGCSPS),
- Dossiers de plans,
- Notice d'exploitation sous chantier (NESC),
- Dossier DUP,
- DC1 et DC2 vierges.
- DC4 vierge

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 120 Jours à compter de la date limite de réception des offres.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Réponse et groupement :**

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

■ **Variantes :**

Les **variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées**. Si une variante est néanmoins présentée par un candidat, la variante seule serait rejetée et serait examinée uniquement l'offre de base, sous réserve de la possibilité de son identification.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Situation juridique :

Document	Descriptif
Lettre de candidature	Une lettre présentant la candidature accompagnée des pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les cotraitants (DC1).
Redressement judiciaire	Si le candidat est en redressement judiciaire, il peut joindre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet permettant d'apprécier la poursuite de l'activité.
Interdiction de concourir	Une déclaration sur l'honneur que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir en application des articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique (DC1).

Capacité économique et financière :

Document	Descriptif
Déclaration chiffre d'affaires	Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Capacités techniques et professionnelles :

Document	Descriptif
Déclaration des effectifs du candidat	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années.
Qualification professionnelle	Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants ou tout autre document équivalent.

Document	Descriptif
Références en travaux	<p>Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.</p> <p>Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.</p>

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En cas de cotraitance, chacun des membres du groupement doit présenter l'intégralité des documents permettant de vérifier sa situation juridique et les documents nécessaires pour prendre en compte la ou les compétence(s) demandée(s).

Si l'entreprise envisage, dès sa candidature, de sous-traiter une partie de sa prestation, elle devra joindre :

- Les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique et R2193-1 Code de la commande publique
- Le contrat de sous-traitance ou à défaut un engagement écrit du ou des sous-traitants

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte engagement (AE)	L'acte d'engagement complété et daté.
Bordereau des Prix Unitaires (BPU)	Les Bordereaux des Prix Unitaires tranche ferme et tranche optionnelle (BPU) complétés.
Détail Quantitatif Estimatif (DQE)	Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) complété et fourni au format EXCEL
Un dossier justificatif des dispositions que le candidat s'engage à mettre en œuvre pour l'exécution du marché	<p>Le pouvoir adjudicateur pourra rendre contractuel ce sous-dossier en tout ou partie à l'occasion de la mise au point du marché.</p> <p>Ce dossier comprend toutes justifications et observations du candidat et notamment les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pièce E1 - Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) <p>Le candidat présente de manière détaillée et exhaustive l'ensemble des dispositions qu'il se propose d'adopter pour la complète et parfaite exécution des prestations à réaliser.</p> <p>Au travers de ce document, il présente ainsi les dispositifs de contrôle qu'il propose d'adopter et les moyens humains alloués au contrôle.</p> <p>Cette pièce ne devra pas excéder quinze pages (hors sommaire).</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pièce E2 - Le « Mémoire Technique » précisant les dispositions et organisations que le candidat se propose d'adopter pour assurer la bonne exécution du marché.

Document	Descriptif
	<p>Ce mémoire est décomposé en deux parties :</p> <p>La partie 1 portera sur les moyens matériels et humains dédiés au chantier, aux matériaux et fournitures :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Moyens matériels et installations dédiés au chantier présentés par tâche ; ▪ Moyens humains et organigramme de la direction de travaux ; ▪ Matériaux et fournitures nécessaires présentés par tâche. <p>La partie 2 portera sur l'organisation générale mise en place sur le chantier et notamment les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyse et perception du site, de ses contraintes, de ses enjeux ; ▪ Procédés et méthodes d'exécution argumentés sur la base d'un rapport de visite de site de l'entreprise ; ▪ Planning d'exécution ; ▪ Organisation du chantier sous circulation dont la prise en compte de la sécurité des usagers et du personnel et des dispositifs mis en place. <p>Les deux parties de ce mémoire technique ne devront pas excéder vingt pages pour chacune des parties, hors annexe.</p> <p>Comme annexe, s'entendent les fiches techniques produits, le planning travaux qui pourra être au format Gantt.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pièces E3 - Le Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement <p>Le soumissionnaire présente de manière détaillée l'ensemble des dispositions qu'il mettra en œuvre pour la préservation de l'environnement.</p> <p>Il comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un chapitre traitant du Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets de chantier (SOSED) qui détaillera les dispositions liées au suivi et à l'élimination des déchets issus du chantier ; - Un chapitre traitant des mesures spécifiques à ce chantier pour la protection de l'environnement et de la limitation des impacts environnementaux des travaux sur l'environnement mis en œuvre. Spécifiquement pour ce chantier ; <p>Le SOPRE du candidat ne doit pas excéder quinze (15) pages hors sommaire.</p> <p>Toute page du SOPRE au-delà de la 15ème page hors sommaire ne sera pas prise en compte dans l'analyse de l'offre du candidat en question.</p> <p>En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de la déclaration du candidat (DC4) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ; - Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics, prévue aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique et R2193-3 du Code de la commande publique. <p>A défaut ces pièces devront être fournies lors de la mise au point du contrat en vue de l'agrément du sous-traitant.</p>

L'intégralité des documents relatifs au contenu de l'offre et listés ci-dessus doit être fournie à peine d'absence de conformité. Les informations manquantes dont la régularisation ne modifiera pas les caractères substantiels de l'offre pourront être redemandées dans un délai bref.

Sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire pressenti présentera l'exemplaire papier de l'acte d'engagement, complété, daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des prestataires, afin de permettre la signature de cette pièce par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de la déclaration du candidat (DC4) :

- Les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics, prévue aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique et R2193-3 du Code de la commande publique

A défaut ces pièces devront être fournies lors de la mise au point du contrat en vue de l'agrément du sous-traitant.

■ **Modalités de remise des plis :**

Les offres doivent être déposées avant les date et heure limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <http://www.hautesavoie.fr> - Rubrique Marché publics - Référence de l'avis n°**2024M0031** suivant les conditions définies à la rubrique 6 du présent règlement.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Les entreprises peuvent transmettre **une copie de sauvegarde** de leurs plis remis par voie électronique dans les conditions prévues à l'arrêté du 14 décembre 2009 et à l'article R2132-11 du Code de la commande publique.

La copie de sauvegarde peut être remise :

- en main propre, contre récépissé, à l'adresse suivante :

Services de la Commande publique, 23 rue de la Paix, 74000 Annecy (9 H à 12 H - 14 H à 17 H)

- par voie postale, à l'adresse ci-dessous et par tout moyen permettant de donner date certaine :

DEPARTEMENT DE LA HAUTE SAVOIE
SERVICES COMMANDE PUBLIQUE
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 ANNECY CEDEX

Téléphone : 04.50.33.50.00

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

ATTENTION : Seules les copies de sauvegarde peuvent être remises par voie papier.
Toute autre remise papier sera considérée comme irrégulière et, par conséquent rejetée.
L'ensemble des échanges en cours de consultation (demande de précisions...) se fera via la plateforme de dématérialisation du Département (MPI). Il appartient à chaque candidat d'indiquer une adresse courriel valide et opérationnelle pour permettre ces échanges.

4. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Capacités financières	Chiffre d'affaire annuel supérieur à 2 fois le montant du marché.
2. Capacités techniques et professionnelle	<p>Le pouvoir adjudicateur a fixé comme niveau minimum de capacité professionnelle la production des qualifications professionnelles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- QualiPaysage : Aménagements paysagers statut spécialisé (ex P110-120)- Entretien d'aménagements paysagers statut confirmé (ex E130)- QualiPaysage : végétalisation par projection statut confirmé (ex V600)- QualiPaysage : Génie écologique - Interventions en milieux aquatiques et en milieux terrestres ouverts ou fermés (statut confirmé (ex G700) <p>Le pouvoir adjudicateur accepte tout moyen de preuve pour justifier de ce minimum de capacité professionnelle, dont la production de références récentes (moins de 5 ans) sur des travaux similaires.</p> <p>L'attention du candidat est attirée sur le fait que s'il souhaite que soit pris en compte les capacités d'autres opérateurs économiques, notamment de sous-traitants, il doit apporter la preuve qu'il disposera de ces derniers pour l'exécution du marché en produisant soit un engagement écrit du ou des sous-traitants, soit un contrat de sous-traitance de type DC4 .</p>

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

1 - Critère technique (pondération 55)

2 – Critère Prix (pondération 45)

A – Critère technique

La notation du critère technique (NT) est déterminée compte tenu des sous-critères et leurs pondérations suivantes :

Sous critère technique	Pondération des sous critères
SC1 : Qualité du SOPAQ	
- SOPAQ	1
SC2 : Qualité du mémoire technique – partie 1	
- Moyens matériels	2
- Moyens humains	2
- Fourniture et matériaux	2
SC3 : Qualité du mémoire technique – partie 2	
- Analyse du site	2
- Méthodologie	6
- Planning	1
SC4 : Qualité du SOPRE	
- SOSED	1
- Protection de l'environnement et limitation des impacts	3
Note technique	NT

Ces sous-critères sont évalués en fonction d'un barème de notations allant de 0 à 3 selon le principe suivant.

- 0 : Sous critère non renseigné ou présentant des manquements importants au regard des exigences de la demande.
- 1 : Sous critère ne répondant que partiellement aux exigences de la demande
- 2 : Sous critère répondant aux exigences minimales de la demande mais comportant quelques imprécisions ou généralités.
- 3 : Sous critère répondant parfaitement aux exigences de la demande et bien adapté aux spécificités de l'opération.

Après que chaque offre technique a été notée, la meilleure Note Technique (NTm) sera redressée pour être portée à 55 ; les notes suivantes seront redressées dans la même proportion, c'est-à-dire en les multipliant par le coefficient 55/NTm.

Pour chaque candidat, cette note (NTR) est arrondie au dixième supérieur.

B – Critère Prix

Pour l'analyse du critère « prix », il sera tenu compte du montant hors taxes issu du Détail Quantitatif Estimatif du candidat.

Il sera fait application de la formule suivante :

$$NP = 45 \times (\text{offre moins disante} / \text{offre examinée})$$

C - Note globale

La note globale est attribuée aux offres non éliminées jugées régulières, appropriées et acceptables comme suit :

$$NG = NTR + NP$$

La note globale est arrondie au dixième supérieur par défaut.

Le pouvoir adjudicateur analyse chaque offre conformément aux dispositions énoncées ci-dessus et classe les offres par note globale décroissante. Il retient finalement l'offre dont la note globale est la plus élevée.

■ **Traitement des erreurs :**

Pour les prix unitaires, en cas de discordance constatée dans une offre, et sauf erreur manifeste, les indications, en lettres le cas échéant, portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.

■ **Recherche des offres anormalement basses :**

L'attention du candidat est attirée sur le fait que le Département procède à une recherche systématique des offres anormalement basses dès lors que le contexte concurrentiel le permet. Dans ce cadre, la détection d'une offre potentiellement anormalement basse donne lieu à interrogation du candidat qui dispose alors de cinq jours ouvrés maximum pour justifier son offre.

■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations.

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres,

ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites de manière dématérialisée sur le profil acheteur exclusivement. Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

■ **Justificatifs à fournir par l'attributaire :**

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, le candidat pressenti ne saurait être désigné définitivement comme attributaire du contrat qu'à la condition de produire, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande par le pouvoir adjudicateur, une attestation d'assurance de responsabilité décennale conformément à l'article L.241.1 du code des Assurances lorsque celle-ci est requise en application de l'article L.243.1.1 du même code, ainsi que les certificats et attestations prévus aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois (article L243-15 du code de sécurité sociale) couvrant également la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'emploi des travailleurs handicapés prévus aux articles L5212-2 à L5212-5 du code du travail ;
- Les attestations délivrées par les administrations compétentes prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales. Les candidats établis à l'étranger produisent un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine ;
- Un certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries ;
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a. Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ou le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE;
 - b. Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - c. Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.
- Une attestation sur l'honneur indiquant l'emploi ou non de salariés étrangers et, dans l'affirmative, la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du travail en précisant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, leurs questions adressées sur la plate-forme du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante : <http://www.hautesavoie.fr> – Rubrique Marchés publics – Référence de l'avis : **2024M0031**.

La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

6. CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION D'AWS-ACHAT

Les conditions générales d'utilisation de la plateforme sont accessibles sur le lien suivant :

<http://www.marches-publics.info/kiosque/conditions-generales.pdf>

Recommandations pour le dépôt des plis :	
Formats acceptés	WORD, EXCEL, ACROBAT, ZIP . Les éventuels fichiers compressés (zip, ...) ne doivent contenir que ces formats.
Taille des plis	Dépôt de plis, taille recommandée : 50 Mo Dépôt de plis > à 500 Mo, vérifiez vos préalables techniques. Dépôt de plis > 3 Go, limites informatiques sévères, le dépôt peut être anormalement long (voire impossible).
Signature électronique	Facultative
Arborescence des plis	Chaque dossier peut contenir deux sous niveaux de dossier maximum.
Nommage des fichiers	Evitez les noms longs : Windows est limité à 256 caractères pour la longueur totale d'un chemin.

Anticiper le dépôt effectif des plis au minimum 24 heures avant l'expiration.

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industriel et commercial. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : donneespersonnelles@hautesavoie.fr ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)
[RC_2023_08_23](#)